



Rencontres économiques :

La finance durable

Jeudi 18 octobre 2018

Animation : Dominique Pialot, journaliste à La Tribune

Intervenants :

- **Anne-Catherine Husson-Traore**, Directrice générale de Novethic, Caisse des Dépôts
- **Robin Edme**, conseiller politique principal pour une finance verte, durable et responsable à la Commission européenne : « le plan d'action sur la finance durable présenté par la Commission européenne en mars 2018 »
- **Alain Grandjean**, économiste, fondateur et associé de Carbone 4, cabinet de conseil et d'études sur le carbone
- **Jochen Krimphoff**, économiste de l'environnement, directeur adjoint de WWF France , membre du groupe d'experts sur la finance durable auprès de Commission européenne

Programme

9h00 : Accueil des participants et des intervenants

9h30-9h40 : Début de la séance, mot d'accueil de l'IGPDE et introduction par Dominique Pialot

9h40-10h55- 1ère table ronde, avec Anne-Catherine Husson- Traore et Robin Edme.

10h55-11h15 : Pause-café

11h15-12h30 : 2ème table ronde avec les 4 intervenants, plus particulièrement point de vue d'Alain Grandjean et Jochen Krimphoff.

Echanges avec la salle

12h30 : Fin de la séance

La finance durable

Dix ans après la crise des subprimes, la finance durable, ou responsable, est en passe d'acquiescer ses lettres de noblesse. La finance verte, et plus précisément la finance climat, en est l'expression la plus forte. Elle a vocation à couvrir le financement de la transition vers une économie bas-carbone à l'échelle mondiale.

En dehors de la tarification du carbone, le coup d'envoi de la finance climat a véritablement été donné en 2015 par le Conseil de stabilité financière (FSB), qui a souligné le risque potentiellement systémique pour les marchés et l'économie, attaché au changement climatique. Depuis, la dynamique atteint peu à peu l'ensemble des acteurs : investisseurs, gestionnaires d'actifs, fonds de pension, banques, assureurs et même banques centrales. Un groupe de travail TFCF (*Task force on climate disclosure*) a été installé lors de la COP21 par le FSB pour mettre en avant la transparence financière climatique, rendre les marchés plus efficaces, les économies plus stables et résistantes. Ses recommandations ont été présentées au G20 de juillet 2017.

Les travaux du groupe d'experts de haut niveau (HLEG), formé en décembre 2016 par la Commission Européenne ont largement inspiré le plan d'action présenté en mars 2018, visant la mise en place d'une stratégie globale de finance durable dans l'Union européenne. Des produits spécifiques tels que les « green bonds » connaissent une progression spectaculaire. La France a émis la plus importante obligation verte souveraine en janvier 2017. Par ailleurs, elle bénéficie d'une expertise ancienne en matière d'investissement socialement responsable (ISR) ainsi que d'un écosystème robuste. Depuis 2015, elle organise des *Climate finance days* annuels et joue la carte de la finance verte dans un contexte post Brexit.

Les progrès observés sont-ils assez rapides au regard des montants nécessaires pour financer la transition vers une économie bas-carbone ? La cohérence et la connexion avec l'économie réelle sont-elles assurées ? Quels sont les points d'attention des plans en cours d'élaboration au niveau européen ou national ? La finance verte peut-elle financer la transition des pays du Sud ?

Cheffes de projet de cette conférence

Contact IGPDE : Dominique Jacquot, Dominique.Jacquot@finances.gouv.fr

Contact IFORE : Marie Gouache, marie.gouache@developpement-durable.gouv.fr